

FPM

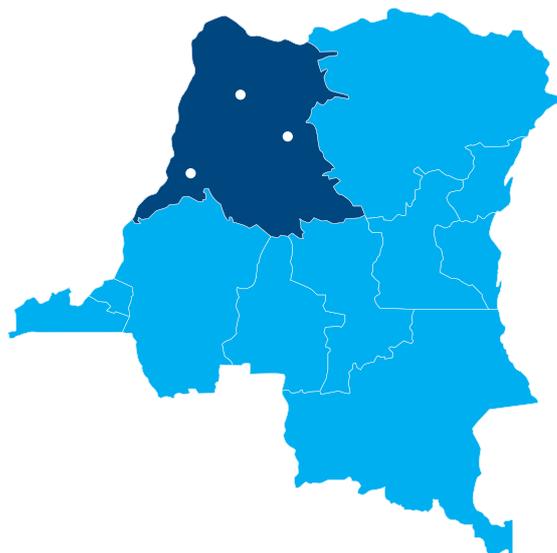
Fonds pour l'inclusion financière en RD Congo

IMPLANTER UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE OU UNE BANQUE DANS LA PROVINCE DE L'EQUATEUR

MBANDAKA - GEMENA - BUMBA

Décembre 2013

www.fpm.cd





IMPLANTER UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE OU UNE BANQUE DANS LA PROVINCE DE L'EQUATEUR

MBANDAKA - GEMENA - BUMBA

Décembre 2013

www.fpm.cd



KFW



Frankfurt School of
Finance & Management
Bankakademie | HfB

Province de l'Equateur



TABLE DES MATIERES

SYNTHESES ET RECOMMANDATIONS	6
CONTEXTE ET METHODOLOGIE	9
Contexte et objectifs.....	10
Méthodologie.....	11
UNE FORTE DEMANDE DE SERVICES FINANCIERS NON ENCORE EXPRIMEE.....	22
ANALYSE DES ECARTS ET SCENARIOS	30
Scénario d'investissement d'une agence type bancaire	30
Scénario d'investissement d'une agence type microfinance.....	30
Annexe 1 : Synthèse des coûts d'investissement et de fonctionnement	31
Annexe 2 : Coûts d'installation d'une agence bancaire	32
Annexe 3 : Coûts d'installation d'une institution de microfinance.....	33
Annexe 4 : Conditions et termes des produits et services offerts par quelques institutions	34

TABLE DE TABLEAUX

Tableau 1 : Chiffres clés de la province de l'Équateur.....	13
Tableau 2: Population des villes analysées.....	14
Tableau 3: Répartition des secteurs par ville.....	23
Tableau 4: Besoins des services bancaires hors crédit exprimés par les MPME.....	25
Tableau 5: Besoin exprimé par les MPME pour le crédit et montants attendus	26
Tableau 6: Nombre d'institutions par ville enquêtée.....	27
Tableau 7: Détails de l'offre du secteur.....	28
Tableau 8 : Niveau des salaires à l'Equateur et benchmark de la ville de Kinshasa	29

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Catégorie des MPME.....	22
Graphique 2: Distribution des secteurs d'activités	22
Graphique 3: Croissance des activités	24
Graphique 4: Marge bénéficiaire brute réalisée par les MPME.....	24
Graphique 5: Raisons de non intérêt pour le crédit dans le futur	27

LISTE DES ABREVIATIONS

BCC	Banque Centrale du Congo
BIAC	Banque Internationale pour l'Afrique au Congo
BIC	Banque Internationale de Crédit
CAA	Compagnie Africaine d'Aviation
CEFORMAD	Centre de Formation pour la Promotion de Management et Développement
FC	Franc Congolais
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FONSDEV	Fonds Solidaire pour le Développement de Bumba
IFASIC	Institut Facultaire des Sciences de la Communication
IMF	Institution de Microfinance
ISDR	Institut Supérieur de Développement
ISP	Institut Supérieur Pédagogique
ISTM	Institut Supérieur Technique Médical
Km	Kilomètre
Km2	Kilomètre carré
LCP	Lutte Contre la Pauvreté
MPME	Micros, Petites et Moyennes Entreprises
ONATRA	Office National de Transport
ONGD	Organisation Non Gouvernementale de Développement
PME	Petites et Moyennes Entreprises
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
SEP	Société Congolaise d'Entreposage des Produits Pétroliers
SNEL	Société Nationale d'Electricité
TMB	Trust Merchant Bank
UNIMBA	Université de Mbandaka
UPU	Université Protestante de l'Ubangi
USD	Dollars Américains

SYNTHESE & RECOMMANDATIONS

SYNTHESE

Troisième province de RDC par sa superficie après la province Orientale et celle du Katanga, la province de l'Equateur compte 7,5 million **d'habitants dont près de 90% habitent dans des milieux ruraux.**

Très enclavées, les populations de cette région sont affectées par une pauvreté massive et l'accès aux soins de santé y est de manière générale très limité. On estime à **93,6 %¹ la population de la province vivant ainsi en dessous du seuil de pauvreté.**

UN POTENTIEL AGRICOLE INEXPLOITÉ FAUTE D'INFRASTRUCTURES DE BASE

Baignée par le fleuve Ubangui qui constitue la frontière naturelle entre la RDC et la République du Congo à l'Ouest, la province est délimitée à l'extrême nord-ouest par le fleuve Congo qui la sépare de la République Centrafricaine. Ces deux grands fleuves et leurs affluents constituent des artères vitales du point de vue transport; traversée par le fleuve Congo sur plus de 900 km, l'Equateur compte 5 653 km d'affluents navigables. C'est le plus vaste réseau fluvial du pays.

Principaux axes de circulation, les voies fluviales sont néanmoins peu ou mal exploitées engendrant des coûts de transport onéreux, des conditions de transport dangereuses (naufrages réguliers) et des ruptures d'approvisionnement.

Jadis grenier de la RDC grâce aux bases économiques productives mises en place pendant l'époque coloniale, l'Equateur approvisionnait ainsi la ville de Kinshasa et la province Orientale en denrées alimentaires diverses. **La province a été sérieusement affectée par une succession de chocs**, notamment les conflits politico - militaires ainsi que les faibles performances sur le plan économique qui ont engendré la destruction de l'essentiel des fermes agricoles installées dans la partie nord du pays. Depuis, sa production agricole est en fort recul (on compte ainsi 200 plantations d'hévéa, de palmier, de caféier, de cacaoyer laissées à l'abandon).

Les activités agricoles et de pêche sont désormais limitées à la subsistance et les revenus générés sont insuffisants pour faire face aux besoins de base de la population.

Le commerce de détail est le second secteur d'activités informel après l'agriculture.

TROIS GRANDS PÔLES D'ACTIVITÉS

L'étude a été conduite dans les trois plus importantes villes de la province d'un point de vue économique et démographique, à savoir Mbandaka, Gemena et Bumba.

• VILLE DE MBANDAKA

Capitale de la province de l'Equateur, la ville de Mbandaka **concentre l'essentiel de l'administration publique et des entreprises de taille moyenne. Son économie est dominée par le petit commerce** principalement du ressort des MPME qui sont installées tout au long des rares avenues asphaltées et dans les marchés. Ces marchés sont les lieux d'activité des MPME. La ville de Mbandaka accuse une faible dynamique commerciale avec seulement quatre marchés répertoriés pour une ville de plus de 600 milles habitants.

Plusieurs bâtiments construits à l'époque coloniale nécessitent une rénovation et le réseau routier ne présente que quelques rares kilomètres bitumés ; le transport en commun dans cette ville est dominé par les motos et vélos communément appelés « Toleka ». La distribution d'eau potable et d'électricité est très limitée et irrégulière. **Cette ville a néanmoins un emplacement stratégique pour le trafic fluvial.**

• VILLE DE GEMENA

La ville de Gemena bénéficie de sa proximité avec les villes d'Akula (à 115 Km), Karawa (à 75 Km) et Dongo (à 200 Km) qui sont des points de ravitaillement en produits de première nécessité provenant de Kinshasa, Butembo, Brazzaville et Bangui

Gemena est le centre commercial de la province où ont lieu de nombreux **échanges avec les provinces voisines et les pays limitrophes.**

¹Rapport de la Banque Mondiale sur la pauvreté en RDC N°112-Août 2010)

La ville abrite un grand marché qui s'étend sur plusieurs kilomètres. L'électricité y est fournie par groupe électrogène. Quelques bornes fontaines de la REGIDESO et des sources d'eau vives fournissent de l'eau potable. Les routes ne sont pas asphaltées et le principal transport en commun est la moto.

- **VILLE DE BUMBA**

Grande productrice de riz, la ville de Bumba s'étend sur la rive droite du fleuve Congo, qui la relie à d'autres villes de la province.

Bumba est caractérisée par une activité agricole importante : la ville fournit ainsi la province mais également le reste du pays en produits agricoles. **Les MPME sont très actives dans les cultures de riz et la vente des produits agricoles.** Quatre marchés importants sont y répertoriés.

Bien que mal entretenu, son réseau fluvial reste très sollicité. Elle possède un aéroport mais en état de délabrement. Tout son réseau routier est en terre battue.

UNE DEMANDE CROISSANTE DES MICRO ENTREPRISES EN PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS DIVERS.

La demande en produits et services financiers provient des MPME, des fonctionnaires de l'état et autres salariés. La demande concerne essentiellement des produits et services financiers basiques. Le marché potentiel est **estimé à près de 790 000 MPME dont plus de la moitié (52,4%) ne connaissent des services financiers que le transfert d'argent et seules 2,4% ont pu bénéficier d'un crédit plus ou moins formel** (ONG, IMF, banques) pour démarrer leurs activités.

Le marché des MPME est **dominé par les micro entreprises (82,5%) exerçant principalement dans le commerce (59,8%). 80,1% de ces MPME ont connu une croissance entre 2011 et 2012.**

Les produits les plus recherchés par des MPME sont le compte d'épargne (pour 63,1 % d'entre elles) suivi du **compte courant** (54,2%), du **dépôt à terme** (25,9%), du **transfert national** (15,3%) et enfin du **découvert bancaire** (13,4%). Cependant, l'absence de confiance dans les structures financières formelles limite le recours à des intermédiaires bancaires dans cette province. Les populations sont habituées à faire appel aux

tontines de quartier, aux usuriers et à des ONGD évoluant dans l'informel mais très coûteux.

UNE OFFRE LIMITÉE SE RÉSUMANT PRINCIPALEMENT AUX SERVICES DE TRANSFERT D'ARGENT.

Sur les villes étudiées de la province de l'Équateur, on ne compte que **7 institutions financières dont 3 banques** - qui sont la Banque Internationale du Congo (BIC), la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) et la Trust Merchant Bank (TMB) - et **4 coopératives embryonnaires. Elles représentent dans l'ensemble 9 504 comptes d'épargnes soit 0,37 % seulement pour une population totale estimée à 2,5 millions d'habitants ; 1 913 clients détiennent un crédit représentant un encours de 321 059 USD soit un crédit moyen de 167,83 USD.**

En dehors des services de transfert, les rares produits et services offerts se limitent aux comptes d'épargne et aux crédits à court terme.

Le montant des crédits est compris entre 1 000 et 10 000 USD (88,1%) pour une durée de 1 à 6 mois (95,2%) au taux d'intérêt effectif de 94,9%. Cependant, 85,4% des MPME manifestent leur volonté d'accéder au crédit si elles en ont l'opportunité. 67,2% des répondants manifestent leur intérêt pour les conditions suivantes :

- des crédits dont les montants sont compris entre 1 000 et 10 000 USD (87,9%)
- des crédits dont la durée de remboursement est comprise entre 1 et 12 mois (89,9%)
- des crédits dont les taux d'intérêt mensuel sont compris entre 1 et 10% (88,8%).

A court terme, l'activité bancaire restera très limitée dans cette région compte tenu des faibles opportunités exploitables dans un marché dominé par les micros entreprises. Néanmoins, les perspectives d'avenir sont à moyen - long terme prometteuses et un investissement léger dans la région, serait plutôt un bon positionnement stratégique pour accompagner les transformations futures. Si ces agences bancaires peuvent s'installer à Mbandaka pour densifier l'offre, voire à Gemena pour collecter la masse d'épargne qui y circule, une implantation à Bumba semble à l'heure actuelle moins attractive. Un tel investissement sera très coûteux et potentiellement peu rentable à moyen terme.

Par contre, la décision d'implanter une structure de microfinance ou de financement de la PME serait très pertinente bien que toujours butée aux contraintes des infrastructures ; la demande étant grande, la rentabilité des activités serait atteinte à moyen ou à long terme.

CONTEXTE & METHODOLOGIE

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Après avoir mené une étude de marché dans la province de Bandundu, le FPM a retenu pour la deuxième vague d'études de marché les deux Kasai et la province de l'Equateur. **La province de l'Equateur représente 17,2% du territoire national et est jusqu'à ce jour très dépourvue d'institution financiers aux MPME.** Le principal objectif de l'étude est d'identifier les opportunités d'investissement pour les institutions financières dans cette partie du territoire national.

Pour toute la province, il n'existe que trois agences bancaires. Une coopérative qui était ouverte grâce au financement de l'USAID a clôturé deux ans son couverture. Plusieurs institutions souhaitent investir dans cette province mais, il ressort des toutes les discussions, qu'une analyse approfondie des opportunités, des défis et contraintes est nécessaire avant toute prise de décisions. Comment organiser une offre des services financiers en tenant compte des réalités géographiques et socio-économiques de la province de l'Equateur ? A travers cette étude, le FPM cherche à identifier les opportunités d'investissement dans les provinces jusque-là peu desservies en services financiers formels telles que l'Equateur.

Ceci implique une analyse détaillée de la demande et de l'offre mais aussi des contraintes et possibilités qu'offre l'environnement immédiat.

Les résultats suivants sont attendus :

1. Une brève analyse de l'environnement influençant les structures de coûts auxquels les institutions financières feront face, le niveau de portée qu'elles peuvent atteindre pour rentabiliser leurs opérations, etc. Elle comportera :

- Une analyse des contraintes et possibilités liées aux caractéristiques générales du milieu comme la géographie, la démographie, les infrastructures, et les éléments socio-culturels;
- Une analyse des contraintes liées au cadre légal et réglementaire spécifique à la province de l'Equateur ;

- Une analyse des tendances actuelles de l'évolution des affaires, de l'activité économique et financière de la province etc.

2. Une analyse détaillée et approfondie de la demande globale et solvable des MPME pour les produits et services financiers. Ceci suppose:

- Une analyse des caractéristiques socio-économiques des MPME de la province de l'Equateur (taille, âge, secteur d'activité, genre, etc.) ;
- Une analyse des performances financières et des perspectives de développement des MPME évoluant dans la province de l'Equateur (marge brute, etc.) ;
- Une analyse du niveau d'accès des MPME aux services financiers formels et informels (accès au crédit, à l'épargne, etc.) ;
- Une identification des principaux besoins des MPME en termes des produits et services financiers (prêts, épargne, assurance, transfert et tout autre produit suivant les diversités des besoins).

3. Une évaluation détaillée de l'offre actuelle des services et des produits financiers offerts aux MPME par les différentes institutions financières. Ceci inclut :

- Une analyse de la stratégie et de la structure organisationnelle des institutions financières existantes ;
- Une analyse de la taille et de la portée (nombre de clients, nombre de prêts, portefeuille, nombre d'agences, etc.) des institutions financières existantes ;
- Une identification des produits et services offerts par les institutions financières existantes et si ceux-ci répondent aux besoins spécifiques des MPME.

4. Une analyse du gap de financement, des contraintes et des opportunités d'investissement. Ceci suppose :

- Une évaluation de la demande solvable non satisfaite ;
- Une détermination des types de produits et services financiers requis dans chaque zone ;
- Une détermination de la structure des coûts, des contraintes et possibilités du marché ;
- Une détermination des avantages des différentes formes institutionnelles ;
- Des propositions de stratégies d'intervention et d'extension, etc...

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée pour réaliser cette étude combine l'analyse des données de l'offre et de la demande, à travers une étude documentaire extensive et des entretiens individuels. Cette approche a permis de contourner la difficulté liée à l'absence de données statistiques fiables en la matière.

Pour ce faire, le FPM a recouru premièrement à l'analyse de données documentaires et à des entretiens avec les acteurs du secteur financier, les acteurs de l'administration publique, des associations professionnelles et ONGD locales pour une meilleure connaissance des contraintes en termes d'offre et de demande de services financiers dans la province.

Cette approche a été renforcée par une étude quantitative basée sur un questionnaire d'enquête, avec un échantillon total de 1 070 MPME dans les trois villes enquêtées. Le choix de l'échantillon était aléatoire pour s'assurer d'avoir une image fidèle de la structure du marché.

Les consultants du FPM ont recruté, formé et encadré plus de 19 agents enquêteurs dans toutes les villes visitées.

Les interviews avec les MPME étaient basées sur un questionnaire semi structuré de 61 questions.

La première collecte des données terrain a duré 24 jours, du 17 octobre au 10 novembre 2012.

DÉFINITION DE LA MPME

Pour de besoins spécifiques de cette étude, la définition suivante de MPME, basée sur le chiffre² d'affaire est retenue. Est considérée comme :

- Micro entreprise, toute entreprise réalisant jusqu'à 50 000 USD de chiffre d'affaire annuel,
- Petite entreprise celle dont le chiffre d'affaire annuel est compris entre 50 001 et 200 000 USD,
- Moyenne entreprise, celle avec un chiffre d'affaires annuel s'établissant entre 200 001 et 400 000 USD,
- Grande entreprise, celle qui réalise un chiffre d'affaire de plus de 400 000 USD.

90% de la population vit en milieu rural : c'est une population jeune avec une majorité de femmes. Le taux de croissance annuel de la population est de 3%, en dépit d'un accès aux soins réduit. La population active représente 56% de la population totale de la province : 76,5% s'adonne dans les activités agricoles et forestières. Bien que le taux de scolarisation dépasse la moyenne nationale, seuls 68% des enfants en âge de se faire scolariser fréquente l'école.

L'activité économique de la province – secteur informel inclus- concerne principalement la production, la commercialisation et la transformation des produits agricoles, de la pêche et de la chasse. Bien qu'enclavée, la province reste une source d'approvisionnement pour d'autres provinces en produits agricoles et de pêche. Cependant, l'Equateur affiche un taux de 93,6% d'habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté, l'un des plus élevés de la RDC..

Les infrastructures socio - communautaires sont inexistantes ou vétustes.

² Cette définition est basée sur celle donnée par les autorités fiscales et répond à un besoin fonctionnel et d'analyse.

DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES ET INFRASTRUCTURES



- Troisième province de la RDC avec une superficie représentant 17,2% du territoire du pays ;
- Traversée par le fleuve Congo sur plus d'un millier de kilomètres, la province abrite plusieurs forêts denses aux terres fertiles ;
- Un secteur piscicole et agricole avec un fort potentiel de développement - cultures agro-industrielles (huile de palme, huile de coton, le caoutchouc), agro-pastorales, pérennes (café, cacao) ou vivrières (manioc, maïs, riz, bananes, arachides, ...) ;
- Une population active jeune dont près de 80% travaille dans le secteur agricole;
- Une structure du réseau hydrographique offrant des possibilités de connexion à d'autres points du pays et des pays limitrophes ;
- Un réseau routier d'une longueur totale de 14 313 km en état de délabrement avancé ;
- Un réseau aéroportuaire, constitué d'un aéroport international à Gbadolite, de deux aéroports nationaux à Mbandaka et Gemena et de 5 aérodromes dont l'un à Bumba.

TABLEAU 1 : CHIFFRES CLÉS DE LA PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

INDICATEURS	PROVINCE	RD CONGO
1. Superficie	402 292 km ²	2 344 858 km ²
2. Population	7 962 462	71,6 millions
3. Population active	56%	nd
4. Population urbaine	796 246	nd
5. Taux de croissance économique	5%	7,2 % (2010)
6. Taux de croissance démographique	3%	nd
7. Revenu par habitant	nd	300 usd
8. Secteurs économiques		
8.1 Commerce	16,45%	nd
8.2 Agriculture	76,50%	39 %
8.3 Services	5,64%	35 %
8.4 Industries	1,41%	27 %
9. Population sous le seuil de pauvreté	93,60%	71 %
10. Nombre d'habitant par médecin	22 118	nd
11. Taux net de scolarisation au primaire	68%	51 %

Source: Ministère du plan - Monographie de la province de l'Equateur 2010

Les routes et les pistes sont insuffisantes et mal entretenues. L'énergie électrique est majoritairement produite au moyen de groupes électrogènes privés, auxquels peu de foyers ont accès (coût du carburant prohibitif). L'accès à l'eau potable est possible à partir des fontaines publiques ou des puits privés.

Les services financiers étant essentiellement informels, aucune statistique officielle sur le taux de bancarisation de la province n'est disponible. Les rares structures formelles opèrent uniquement dans le chef-lieu de la province et les institutions proximité sont quasiment inexistantes. Par contre, les structures de transfert d'argent y sont très actives et reflètent l'intensité des échanges de la province avec le reste du pays.

Le paysage financier est constitué de :

- La direction provinciale et l'agence autonome de la BCC,
- Trois banques commerciales (BIC, BIAC, TMB) toutes concentrées à Mbandaka,
- Quatre initiatives de coopératives d'épargne et de crédit embryonnaires et non formelles

- 9 messageries financières.

Sur le plan politique, la province de l'Equateur est dirigée par l'Assemblée Provinciale et le Gouvernement Provincial avec à sa tête le Gouverneur. Il est élu pour un mandat de 5 ans par l'Assemblée Provinciale. La province compte 3 villes, 5 districts, 7 communes et 24 territoires. La présente étude est réalisée dans la ville de Mbandaka et les territoires de Gemena et de Bumba, principaux foyers de peuplement et centres d'échanges commerciaux tant par voie fluviale qu'aérienne.



Située au Nord-ouest de la RD Congo, sur la rive gauche du fleuve Congo, à l'embouchure de la rivière Ruki et à 589 km de distance de la ville de Kinshasa, la ville est le principal centre culturel et administratif de la province.

D'une superficie de 600 km², la ville s'étend sur une longueur d'environ 40 km de Bamanya au quartier Bongonde. En raison de grands espaces marécageux non habitables, la densité est de 1 215 habitants/km².

DES DÉBOUCHÉS AGRICOLES RÉDUITS PAR L'INEXISTENCE D'INFRASTRUCTURES VIABLES

Ses activités économiques - encore sous développées au vu des ressources naturelles de la région - s'articulent autour de l'agriculture, de l'élevage, de la volaille, de la pêche et au commerce de détail. Mbandaka est notamment un centre actif de pêche et de transformation artisanale du poisson. De nombreux campements de pêcheurs et points de vente de poissons sont disséminés le long du fleuve et des cours d'eau qui alimentent Mbandaka et les autres provinces y compris Kinshasa. Le sol de Mbandaka est marécageux, ce qui encourage le développement d'ONG spécialisées dans la production du riz.

Mais l'état de l'infrastructure routière ne permet pas l'acheminement des produits agricoles d'une zone à l'autre. Les seuls moyens de transport par route étant le vélo ou la moto, les produits finis ainsi que certains produits agricoles arrivent dans cette province surtout par voie fluviale ou aérienne.

UNE SITUATION GÉOGRAPHIQUE STRATÉGIQUE

La ville est une étape importante sur le fleuve Congo entre les villes de Kinshasa et de Kisangani.

Les voies d'accès pour atteindre la ville de Mbandaka sont le fleuve Congo et ses affluents (Ruki et Ikelemba). La ville **est dotée d'un port fluvial public de l'ONATRA**, qui permet aux bateaux en provenance de Kinshasa, Boende et autres ports de l'ONATRA d'y accoster. A cela s'ajoute également **une dizaine de ports privés**.

Sur le plan administratif, Mbandaka dispose de deux communes, celle de Mbandaka et de Wangata (faubourg), subdivisée chacune en 10 quartiers soit au total 20 quartiers :

- **LA COMMUNE DE MBANDAKA :**

Située au Nord-Ouest, à l'entrée de la ville de Mbandaka depuis l'aéroport, elle concentre l'essentiel de l'administration publique et quelques activités commerciales. Il y a de petits marchés spécialisés dans la vente de poissons, de produits agricoles et de chasse. Les bâtiments en matériaux durables, datant de l'époque coloniale, sont encore visibles mais nécessitant rénovation. Le gouvernorat et plusieurs services de l'Etat y sont établis.

TABLEAU 2: POPULATION DES VILLES ANALYSÉES

VILLES	DISTRICT	POPULATION	DISTANCE DE KINSHASA (KM)
Mbandaka	Chef-lieu (ville)	682 502	589
Gemena	Chef-lieu Sud-Ubangui	1 130 347	977
Bumba	Mongala	751 090	1 153

Source : Ministère du plan de la province de l'Equateur. 2010



C'est dans le quartier Mbandaka 1 où opère l'agence de la BIAC sur l'avenue Bonsomi en face du parc présidentiel. Un **endroit très attractif et idéal pour l'emplacement d'une agence bancaire ou une institution de microfinance, proche de l'administration publique et du grand centre commercial de la ville.**

C'est également l'endroit où est exercé le commerce de gros des produits manufacturés et importés de première nécessité.

- **LA COMMUNE DE WANGATA :**

Située au Sud-Est à la sortie de la ville en direction de Bikoro et d'autres villages environnants, Cette commune concentre plusieurs activités commerciales et une grande partie de l'administration publique. Elle est séparée de la commune de Mbandaka par l'axe principale de la liberté ex Mobutu qui part du port ONATRA jusqu'à l'aéroport.

C'est dans cette commune où est construit le marché central de la ville de Mbandaka. Il existe **d'autres marchés de détail spécialisés dans la vente de produits agricoles, d'élevage, de la pêche et de la chasse.**

La majorité de la population s'adonne au petit commerce des produits manufacturés, alimentaires et vestimentaires pour la plupart importés. On trouve ici des opérateurs économiques qui viennent de Kisangani, Kinshasa et Butembo; donc un endroit indiqué pour les activités de microfinance.

On y trouve également les deux grands ports publics - ONATRA et Menge- au quartier centre-ville

La commune dispose de quatre établissements d'enseignement supérieur (sur les sept que compte la ville).

C'est aussi dans cette commune que se situent la direction provinciale de la BCC, les deux autres agences bancaires opérant dans la ville depuis 2010 - BIC au croisement des avenues du Congo et Libération ex- Mobutu et TMB sur l'avenue Bonsomi, ainsi qu'une dizaine d'agences de messagerie financière.

Le choix de l'emplacement d'une agence bancaire ou d'une institution de microfinance sur ces deux grands axes serait également judicieux en termes de visibilité.



UNE CIRCULATION DES HOMMES ET DES MARCHANDISES TRIBUTAIRE DU TRANSPORT FLUVIAL

- **Infrastructures routières quasi inexistantes**

Hormis les quelques artères principales de la ville, notamment Bonsomi, Libération (ex-Mobutu) et une partie de l'avenue du Congo qui sont bitumées mais détériorées, le reste du réseau routier urbain est en terre battue.

La configuration des cours d'eau et la superficie qu'ils occupent dans la zone forestière du Sud rendent difficile et coûteuse le maintien d'un réseau routier en bon état, d'où l'importance du trafic fluvial dans cette partie de la province.

- **Infrastructures fluviales : un enjeu vital pour la ville**

Sur les 10 ports fluviaux aménagés par l'ONATRA dans la province, le port de Mbandaka occupe la troisième place après Akula et Businga (sur la Mongala), auquel s'ajoute les ports privés à l'instar de Menge, Basoko, Bongondjo ou se sont développés des marchés des produits de la pêche, agricoles, de la chasse et autres.

Les activités commerciales y sont intenses. Cependant, l'organisation logistique des services de navigation fait défaut, entraînant des délais de chargement et déchargement longs nuisant aux activités commerciales.

Le transport fluvial est le meilleur moyen de communication et le plus utilisé pour l'approvisionnement de la ville de Mbandaka en articles divers. Les prix de ticket par bateau se négocient jusqu'à 15 000 FC par voyageur pour un trajet Mbandaka – Kinshasa.



- **Infrastructures aériennes : un trafic aérien marginal pour une capitale provinciale**

La ville a un aéroport national desservi principalement par la Compagnie Africaine d'Aviation «(CAA). **Bien qu'étant le moyen le plus sûr pour accéder à la ville à partir de Kinshasa, le trafic aérien reste assez réduit.** Des vols sont organisés au départ de Kinshasa deux fois par semaine soit mercredi et samedi. Un billet aller simple Kinshasa – Mbandaka coûte 220 USD. C'est le seul moyen plus ou moins sûr.

- **Energie électrique : une distribution instable nécessitant des solutions palliatives**

La fourniture d'électricité est très limitée et aléatoire à Mbandaka. La centrale de Boyera est opérationnelle; cependant, à cause de la vétusté des machines et des ruptures fréquentes du stock de carburant, elle fonctionne de façon irrégulière avec une fréquence de distribution très réduite, soit 3 à 4 fois la semaine (± 4 heures par jour dans la soirée de 18h00 à 22h00).

Le groupe électrogène est le seul moyen fiable pour la fourniture de l'énergie électrique. Les banques interrogées dépensent jusqu'à 2 300 USD par mois en carburant soit une consommation journalière comprise entre 60 et 90 USD pour un fonctionnement quotidien de 8 heures en moyenne.

Elles utilisent des groupes d'une capacité de 55 à 65 kVA. S'ajoute à cette difficulté le problème d'approvisionnement en carburant : seules deux stations d'essence (ENGEN et SEP CONGO) en assurent la distribution. Toutes deux se trouvent dans la commune de Wangata: l'une à hauteur de l'agence bancaire TMB, et la deuxième au quartier Bolenge (à une heure de moto à partir de l'hôtel de ville). Le prix du litre d'essence varie entre 2 500 et 3 000 FC.

- **Fourniture en eau : un accès à l'eau potable difficile**

En dépit de sa position au sein du réseau hydrographique de la province et de l'abondance des sources souterraines, Mbandaka souffre d'un accès irrégulier à l'eau potable dû à la fois au problème de traitement d'eau et à l'absence d'un circuit de distribution couvrant l'ensemble de la ville. Avec ses bornes fontaines, la REGIDESO distribue 3 à 4 fois le mois à raison de 600 FC par bidon de 100 litres. En dehors des distributions de la REGIDESO, ce sont des puits et les sources qui permettent l'accès à l'eau potable.

- **Enseignement supérieur et universitaire : un niveau de formation insuffisant**

L'enseignement supérieur et universitaire est assuré dans la ville par 7 établissements: ISP/Mbandaka, ISDR/Mbandaka, ISTM/Mbandaka, IFASIC/Mbandaka, UNIMBA et ISP. Ces établissements supérieurs et universitaires forment un bon nombre de diplômés en gestion commerciale et

financière chaque année. Cependant, la qualité de l'enseignement est faible et des formations supplémentaires sont nécessaires pour répondre aux exigences du marché de l'emploi...

Il est recommandé de recruter des cadres à partir de Kinshasa et de renforcer les agents locaux avec des formations sur les métiers de base.

- **Internet : un accès facile et fiable**

Les structures financières présentes accèdent à internet via les services V-sat des opérateurs nationaux. L'accès à l'internet est aussi possible par le biais des réseaux GSM, mais leurs fiabilité et fluidité laissent à désirer. Quelques cybercafés existent dans la ville : les coûts d'accès à l'internet s'élève à 50 FC la minute..

- **Immobilier et habitat : des constructions vétustes**

La plupart des édifices bâtis en matériaux durables a été construite sous la colonisation. Les maisons d'habitation du domaine privé de l'Etat, disséminées à travers la ville de Mbandaka sont dans un état de délabrement très avancé.

Certaines maisons commencent à être rénovées et quelques particuliers construisent des bâtiments modernes. Dans les quartiers plus peuplés, les maisons sont en briques à daube ou en argile.

Le coût du loyer au centre-ville varie de 250 à 5000 USD pour usage commercial, et il est inférieur à 500 USD pour habitation. Le coût d'acquisition varie entre 20 000 et 50 000 USD pour un bâtiment de 350m².

Pour acquérir un terrain, une demande doit être adressée à la Division des affaires foncières qui attribue des terrains aux personnes morales ou physiques pour un usage précis. Mais en pratique, on observe une dualité entre la loi foncière et la coutume selon les clans et les tribus. Outre les terres distribuées par l'Etat dans le cadre des concessions agricoles, forestières ou industrielles ainsi que les réserves, toutes les autres terres sont encore régies selon le régime foncier coutumier

GEMENA, UN CARREFOUR COMMERCIAL INCONTOURNABLE



LES DENRÉES AGRICOLES ET PRODUITS FORESTIERS AU CENTRE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Gemena est le chef-lieu du district du Sud-Ubangi. Il se situe à 977 km de Kinshasa et à 40 minutes à vol d'oiseau de Mbandaka. Avec une population estimée à **1 130 347**, soit près de la moitié de la population du district, cette agglomération compte 13 quartiers. **L'économie de la ville est soutenue par les activités agro-forestières** axées sur les cultures pérennes notamment de café, caoutchouc, cacao, et les bois pour lesquelles un marché informel existe.

La ville se trouve à 115 km du port d'Akula l'un des principaux ports de la province et **75 km de Karawa et à 200 km de Dongo**. **Karawa et Dongo sont – deux grands centres agricoles qui ravitaillent la ville en produits agricoles, halieutiques et de première nécessité en provenance de Kinshasa, Butembo, Brazzaville en République du Congo et Bangui en République Centrafricaine.**

Malgré une population active estimée à 72,5%, la pauvreté est très perceptible dans cette partie de la province.

L'essentiel des activités commerciales est concentré au marché dit central dans la partie du centre-ville aux quartiers Bgazubu et Sukia, des endroits propices à l'implantation d'une institution de microfinance.

⁴ Estimation des agences bancaires rencontrées

La ville compte **trois agences de messagerie financière plus la future agence bancaire de la BIC** (en projet d'implantation). Malgré la présence de structures informelles usurières connues sous le nom de « EKOTAMA », la demande en produits financiers reste de manière générale insatisfaite..

Sur le plan commercial, des échanges se font avec Kinshasa, Kisangani, Butembo, Congo Brazzaville et Bangui en République Centrafricaine.

LE TRANSPORT FLUVIAL, PREMIER MOYEN DE COMMUNICATION



- **Infrastructures routières : quelques grands axes nécessitant une rénovation**

Le territoire de Gemena possède **un axe principal d'une distance de 115 kilomètres non goudronné le reliant au port d'Akula, point de jonction avec Kinshasa et Brazzaville**. D'autres routes desservent Gemena et ses environs. Gemena est également reliée à la République Centrafricaine (RCA) par la route de Dongo qui traverse la rivière Ubangi, en prolongement de l'avenue Mobutu qui est l'artère principale partant du centre-ville.

Bangui la capitale de la RCA est à 260 kilomètres de Gemena à 10 heures de route en moto mais à 4 jours en camion (route impraticable). **Le commerce est intense sur cet axe** et le coût du billet sans bagage varie de 10 000 à 15 000 CFA soit 20 000 à 30 000 Francs congolais. La traversée de la rivière Ubangi se fait soit par barque ou par canot rapide (15 à 45 minutes).

- **Infrastructures fluviales : une base essentielle aux activités économiques**

Du fait de l'étendue du réseau fluvial de la province, la navigation joue un rôle très important pour le commerce et le transport de personnes dans cette partie du pays.

Le port Akula situé à 115 km de la ville est parmi les plus importants de la province et du district de la Mongala. Ce port **lie Gemena, Kinshasa, Brazzaville et d'autres contrées** de la province faisant de Gemena un centre d'intérêt économique du district Sud Ubangi.

- **Infrastructures aériennes : un trafic encore peu développé**

L'aéroport est situé à près de 3 km de la ville. Il est desservi par la Compagnie Africaine d'Aviation « CAA ». Des vols permettent aux passagers de rejoindre Mbandaka et Kinshasa en passant par Gbadolite, Lisala, Bumba et Kisangani une fois la semaine. Mbandaka – Gemena en aller simple coûte 185 USD.

- **Energie électrique**

Le carburant est la seule source d'énergie électrique, ce qui rend obligatoire l'acquisition d'un groupe électrogène. La moyenne du coût en carburant pour une agence bancaire se situe entre 2 000 et 2 500 USD par mois.

Cependant, l'approvisionnement en carburant est difficile car il n'y a pas de station d'essence dans la ville. Tous les revendeurs s'approvisionnent auprès de la SEP Congo à partir du port d'Akula. Le prix varie de 2 000 à 3 000 FC le litre d'essence et de gasoil.

- **Un réseau de distribution d'eau réduit**

A Gemena, la distribution d'eau potable se fait à partir des bornes fontaines publiques de la REGIDESO au prix de 600 FC le bidon de 100 litres. Le réseau de distribution est très réduit et ne couvre que le centre-ville et une partie de la cité. Les puits et sources constituent une source alternative pour la majeure partie de la population.

- **Enseignement supérieur et universitaire : un niveau d'éducation basique**

Quatre institutions académiques assurent l'enseignement supérieur et universitaire dans la ville notamment : ISTM/Gemena, ISP/Gemena, UPU (Université protestante en Ubangi) et le CEPROMAD. **Ces institutions dispensent des cours de gestion commerciale et financière.** Les établissements sont en état de délabrement avancé et la qualité de l'enseignement y est faible. La ville compte un bon nombre de diplômés pour la qualification de base.

- **Internet: un seul fournisseur pour la ville**

La consultation de mails y est fixée à 50 FC la minute.

- **Immobilier habitat: des investissements nécessaires**

L'essentiel des bâtiments dans les quartiers à forte densité sont en brique à daube ou en argile.

Les rares et vieux bâtiments en matériaux durables sont concentrés au centre-ville sur l'avenue Mobutu et renferment les bureaux de l'administration publique ; ces bâtiments nécessitent des réfections.

Le loyer coûte entre 200 à 1 000 USD par mois pour usage commercial au centre-ville et 50 à 600 USD pour usage d'habitation privée. Le coût d'acquisition varie entre 15 000 et 50 000 USD pour un bâtiment de 300 m² au centre-ville.

BUMBA: UNE VILLE PROPICE AU DEVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE RURALE

La ville s'étend sur la rive droite du fleuve Congo, qui la relie à Lisala à l'Ouest, et à Basoko à l'Est.

Elle est également reliée à Lisala par route à l'Ouest, à Aketi à l'Est, et à Yakoma au Nord.



La ville de Bumba compte une population estimée à **751 090 habitants** et elle est organisée en 13 quartiers.

Avant les guerres qui ont sévi dans la province, la ville de Bumba était la plus importante zone de production rizicole de l'Equateur. Bumba reste aujourd'hui très dynamique grâce à son réseau fluvial et routier bien que mal entretenus. De ce fait, Bumba est un lieu propice au développement d'activités de microfinance rurale.

En plus des ports ONATRA, Congo Future, Scibe, et Socam, véritables plaques tournantes des produits vivriers, halieutiques, de la chasse et manufacturiers, Bumba dispose d'un marché avec plusieurs stands au centre-ville où se tient le commerce de gros et de détail.

DES INFRASTRUCTURES EN PLACE MAIS FORTEMENT DÉGRADÉES

- **Infrastructures routières : un réseau difficilement praticable**

L'axe Bumba – Lisala, d'une distance de 153 km, est la principale voie d'approvisionnement de

la ville de Bumba; puisqu'il traverse un marché important le marché d'Agene situé à 2 heures de route par moto. Le prolongement de cet axe passe également par Yandongi à (100 kilomètres) et Monzanboli. Bumba est également reliée à la province Orientale par Aketi (200 km à l'Est) en passant par Malekesa. **Toutes ces routes sont dans un état de délabrement très avancé et quasi impraticable.** Les véhicules mettent 1 à 2 jours pour parcourir jusqu'à 120 kilomètres au niveau de la frontière Bumba-province orientale.

- **Infrastructures fluviales : un enjeu clé pour l'activité économique de la ville**

Située sur la rive droite du fleuve Congo, Bumba dispose d'un réseau fluvial très important qui la relie à Kisangani, Lisala, Mbandaka, Kinshasa et autres contrées de la province. C'est la voie la plus utilisée.

- **Infrastructures ferroviaires : Un réseau ferroviaire obsolète**

Long de 187 km, le chemin de fer Aketi-Bumba est l'unique voie ferroviaire dont disposait l'Equateur pour l'acheminement des produits agricoles. On déplore la vétusté des infrastructures qui la rende impraticable.

- **Infrastructures aériennes : plusieurs connexions aériennes disponibles**

Bumba possède un petit aéroport peu fréquenté, desservi uniquement par la Compagnie Africaine d'Aviation « CAA ». Des vols sont organisés à de Kinshasa, Kisangani, Lisala, Gemena, Mbandaka et Kinshasa une fois par semaine. Le prix du billet Bumba – Kinshasa aller simple est de 445 USD (2 heures) avec escales à Lisala et Gemena.

- **Energie électrique : sources rares et limitées**

Le carburant est la seule source d'énergie électrique. Cependant, à cause des fréquentes ruptures de stock en carburant, les groupes fonctionnent par plage horaire raccourcie.

La vente de carburant est assurée par les revendeurs communément appelés « Kadafi ». La SEP Congo, une société pétrolière, cherche à s'installer dans la ville, les démarches sont en cours.

- **Fourniture en eau : une distribution très restreinte**

La REGIDESO dispose d'un réseau réduit (bornes fontaines publiques) **et ne couvre pas toute la ville**. Le bidon de 100 litres d'eau coute 600FC. La plupart de la population concentrée dans les quartiers périphériques se sert des puits et sources d'eau douce.

- **Enseignement supérieur et universitaire : un niveau de formation en recul**

Il existe à Bumba cinq instituts supérieurs et une université avec des options en sciences commerciales et financières. Il convient de noter la **vétusté des équipements et la carence d'enseignants qualifiés, qui compromettent la qualité de l'enseignement**.

- **Internet : absence de services internet**

Il n'y a pas d'internet à Bumba. Aucune des solutions internet proposées par les opérateurs GSM ne marchent dans cette ville.

- **Immobilier et habitat : des réfections nécessaires**

Près de 40% de la population vit dans des cases en chaumes, en pilotis, en pisée, dans des huttes; certains habitants ont des briques en terre, rarement cuites. Les foyers vivent dans des conditions insalubres.

Les rares bâtiments en matériaux durables abritent l'administration publique, les agences de messagerie, quelques rizeries et magasins de grossistes et détaillants sont concentrés au centre-ville à la hauteur du port ONATRA, et nécessitent une réfection.

Le coût du loyer varie entre 200 à 1 000 USD par mois pour usage commercial au centre-ville et 50 à 600 USD pour une habitation privée de 200 m². Le prix d'acquisition varie de 15 000 à 50 000 USD pour un bâtiment de 300 m² au centre-ville. Dans les quartiers périphériques, le prix du loyer peut chuter en dessous de 10 USD. Le centre-ville reste un endroit idéal pour l'emplacement d'une institution de microfinance.



UNE DEMANDE CROISSANTE DES MICRO ENTREPRISES EN PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS DIVERS

Les principaux agents économiques productifs dans la province de l'Equateur sont les MPME; et les micro entreprises représentent la plus grande proportion. L'absence de moyennes et grandes entreprises font que les micros et petites entreprises sont les **seules sources d'emploi** notamment d'auto-emploi pour la population active. Elles composent le tissu économique au travers d'activités commerciales, agricoles et de services et contribuent fortement à la formation du PIB, bien qu'évoluant dans l'informel.

L'absence de statistiques formelles, fiables et exhaustives aussi bien au niveau des structures étatiques provinciales qu'au niveau des regroupements professionnels d'entreprises comme la FEC ou la COPEMECO rend difficile l'évaluation du nombre exact de MPME et de leur contribution exacte à la croissance économique dans la province. La détermination du nombre exact se révélant délicate, seules des approximations seront données.

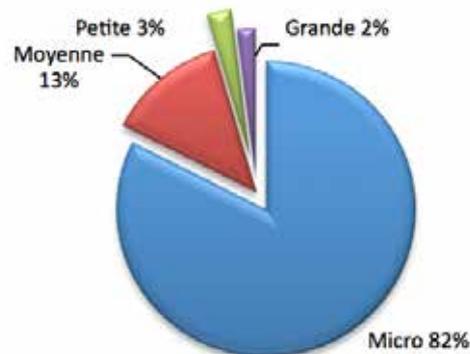
IMPORTANCE DES MICRO ENTREPRISES COMMERCIALES DANS LE TISSU ÉCONOMIQUE DE LA PROVINCE

Le nombre de MPME dans les trois villes est estimé à près de 790 000, dont plus de la moitié serait située à Gemena.

82,5% des MPME sondées sont des micros entreprises.

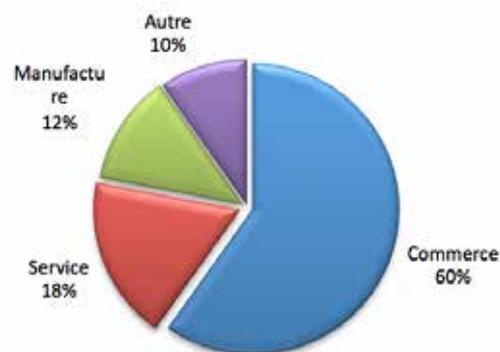
Près de **60% sont issues du secteur du commerce** et près de 18% du secteur des services. Ces MPME (urbaines et péri-urbaines) participent **davantage à la distribution qu'à la production des denrées agricoles**. Seul 9,7% des MPME enquêtées sont dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

GRAPHIQUE 1: CATÉGORIE DES MPME



Source : FPM octobre 2012

GRAPHIQUE 2: DISTRIBUTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉS



Source : FPM octobre 2012

Cette prédominance de l'activité commerciale des MPME dans la province est **encore plus visible dans le territoire de Bumba où 64,6% des MPME exercent dans le secteur du commerce**. Mbandaka présente le plus grand nombre de MPME intervenant dans des activités de production notamment avec 19,1% d'entre elles. artisanale et agro-alimentaire. Par le passé, cette ville a abrité les grandes usines de production de biens manufacturés.

Les MPME intervenant dans le commerce vendent principalement des cartes de recharge téléphoniques, habillement, et des produits divers et agro-alimentaires.

TABLEAU 3: RÉPARTITION DES SECTEURS PAR VILLE

SECTEUR D'ACTIVITÉS	MBANDAKA	GEMENA	BUMBA	MOYENNE
Commerce	55,60%	58,40%	64,60%	59,53%
Service	18,80%	18,70%	17,40%	18,30%
Manufacture	19,10%	12,70%	5,40%	12,40%
Autre	6,50%	10,20%	12,60%	9,77%
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête FPM octobre 2012

A Mbandaka, la majorité des MPME évoluent dans le secteur de l'alimentation et de la boisson (19,2%), et dans la vente des produits divers (18,9%), des produits agroalimentaires (11,1%) et habillement (9,6%).

A Gemena, 33,1% de MPME évoluent dans la vente des produits divers, de l'alimentation et de la boisson (7,4%) et enfin dans le secteur de l'habillement (6,8%).

A Bumba, la vente de produits divers occupe la première place (24,1%) suivi de la vente de produits d'alimentation et boissons (20,6%) et enfin d'habillement (7,7%).

Pour les services, on recense la coiffure, la couture, les restaurants, suivis des centres de santé. Les services de restauration sont davantage à Mbandaka et représentent 4,5% du total des MPME. **Dans les domaines d'activités de manufacture, les MPME sont présentes dans la transformation agro-alimentaire et la production artisanale et sont principalement basées à Mbandaka** avec respectivement 11,1% et 6,3% de l'ensemble des MPME.

55% DE LA POPULATION ACTIVE AU SEIN DES MPME

La filière agricole étant encore peu organisée, la population active de cette région subit un fort taux de chômage. La création des MPME s'offre comme la seule voie d'auto-emploi et de création d'emplois. Il ressort de l'enquête menée que, **les MPME emploient près de 55% de la population active. Le reste de la population active** étant soit dans les administrations publiques, les rares grandes entreprises ou au chômage.

90,6% des MPME de la province comptent entre 1 et 5 employés qui sont en grande majorité des membres de la famille du gérant (99%). La dynamique de création d'emplois par les MPME est plus forte à Mbandaka où 9,3% des MPME emploient entre 6 à 10 employés. **60% des MPME enquêtées existent depuis moins de 10 ans.** A Gemena, elles sont plus de 80% dont la durée de vie comprise entre 1 et 10 ans.

Les entrepreneurs de la province de l'Équateur sont jeunes, plus de 70% ayant un âge compris entre 25 et 44 ans, et masculins (71.7%). Ils ont aussi **un bon niveau de scolarité** leur assurant un certain niveau de compétences managériales. En effet, 53,1% ont le niveau d'études secondaires (12 ans) et à Gemena, ils sont 66,1%, à Mbandaka, 43% pour le même niveau. En ce qui concerne la ville de Mbandaka, 27,9% des entrepreneurs enquêtés ont suivi d'études universitaires.

Ainsi à défaut de tenir une comptabilité d'engagement réglementaire, une majorité d'entre eux (51,1%) tient quelques fiches de cash-flow (achat – vente). **Les entrepreneurs de cette province sont généralement propriétaires de leurs entreprises (90,4%) ; (38,8%) d'entre eux exerce leurs activités sur un terrain qui leur appartient et sont donc facilement localisables.** Cependant, les MPME sont **rarement enregistrées (71%) au niveau des structures compétentes de l'Etat.**

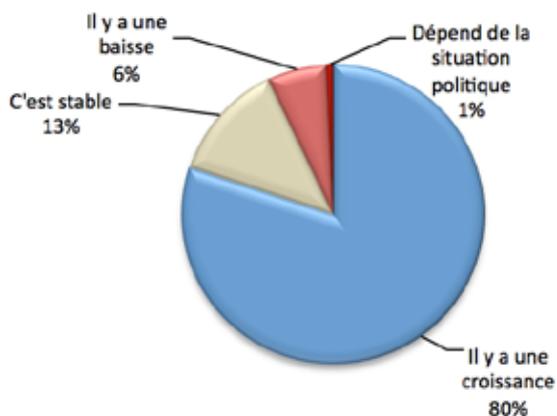
Pour leur fonctionnement, les MPME s'approvisionnent auprès des détaillants (32,3%), des grossistes locaux (37,2%) et des grossistes à Kinshasa (17%) qui préfèrent être payés au comptant sans facilités de paiement à crédit (93,2%) ; le délai des quelques crédits octroyés ne dépassant pas 6 jours de différés (100% à Bumba).

Obtenant donc rarement des facilités de paiement auprès de leurs fournisseurs, les MPME préfèrent donc que leurs clients (79,6%), payent les produits et services au comptant (92,6%). Les diverses transactions se font **essentiellement en Francs Congolais (FC)**, à l'exception du paiement des importations ou des échanges avec les pays limitrophes, qui peuvent se faire en dollars (8,6%) et en FCFA.

Les perspectives d'activité de la plupart des MPME de la province sont prometteuses. En effet, **80,1% d'entre elles déclarent avoir connu une croissance des activités**, excepté à Gemena où les MPME ont connu une croissance un peu moins importante (77,7%). Le résultat de l'enquête indique que la situation politique du pays n'a pas eu d'influence sur la croissance des activités des MPME (1%).

La croissance que connaît la plupart des MPME est soutenue par la marge bénéficiaire qu'elles réalisent.

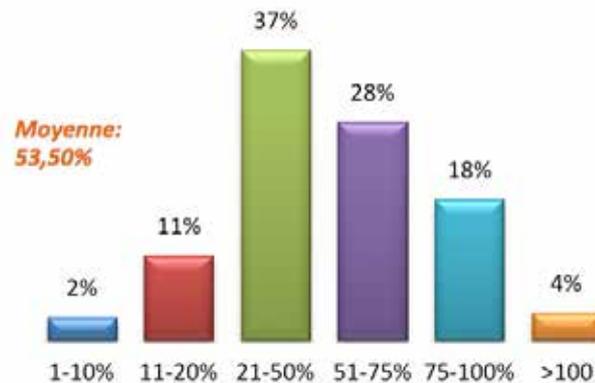
GRAPHIQUE 3: CROISSANCE DES ACTIVITÉS



Source : FPM octobre 2012

Pour les trois villes étudiées, la marge brute moyenne réalisée par les MPME se situe autour de 53%, offrant donc une rentabilité potentielle. Plus de 70% des MPME réalise une marge brute comprise entre 20 et 100%. C'est à Mbandaka que la marge brute moyenne est la plus élevée : 64,78%. A Bumba, plus de la moitié des MPME réalise des marges brutes comprises entre 20 et 50%.

GRAPHIQUE 4: MARGE BÉNÉFICIAIRE BRUTE RÉALISÉE PAR LES MPME



Source : Enquête FPM octobre 2012

En termes de demande de services financiers, les MPME de la province ont une connaissance très limitée de l'offre de services financiers. En effet, seulement 2,4% déclare avoir démarré leurs activités avec un prêt d'une structure financière organisée ou non. La quasi-totalité des MPME ont démarré leurs affaires par des apports personnels ou des emprunts auprès de proches. Les services financiers les plus utilisés par les MPME dans la province est le transfert d'argent (52,1%), le compte d'épargne (39,9%) et le compte courant (13,4%).

Ainsi, l'utilisation des comptes bancaires est un peu plus élevée à Mbandaka où quelques banques sont implantées, tandis qu'à Gemena, elle est pratiquement inexistante. Si à Bumba, il y a une utilisation plus fréquente du compte d'épargne (8,1%), c'est grâce à une coopérative d'épargne et de crédit en cours d'agrément par la Banque Centrale du Congo. Néanmoins, 66,3% des MPME de la province n'ont jamais utilisé de services financiers. Ils utilisent le transfert d'argent pour recevoir des paiements de leurs clients ou payer leurs fournisseurs.

Les MPME souhaitent bénéficier des services financiers dans le futur, notamment les services de compte d'épargne (65,1%) suivis du compte courant (47,9%).

TABLEAU 4: BESOINS EN SERVICES BANCAIRES HORS CRÉDIT EXPRIMÉS PAR LES MPME

PRODUITS BANCAIRES	BESOINS EXPRIMÉS	MICRO ENTREPRISES	PETITES ENTREPRISES	MOYENNES ENTREPRISES	GRANDES ENTREPRISES
Compte d'épargne	Couvert actuellement	29,0%	37,8%	46,7%	45,5%
	Demande potentielle	65,1%	44,1%	58,8%	53,8%
Compte courant	Couvert actuellement	13,8%	53,3%	53,3%	72,7%
	Demande potentielle	47,9%	67,8%	70,6%	92,3%
Dépôt à terme	Couvert actuellement	3,6%	8,9%	6,7%	18,2%
	Demande potentielle	25,4%	22,0%	29,4%	30,8%
Transfert national	Couvert actuellement	41,1%	35,6%	53,3%	36,4%
	Demande potentielle	12,4%	20,3%	35,3%	30,8%
Découvert bancaire	Couvert actuellement	0,0%	2,2%	0,0%	9,1%
	Demande potentielle	13,6%	13,6%	5,9%	7,7%
Chèques	Couvert actuellement	2,7%	6,7%	20,0%	27,3%
	Demande potentielle	7,4%	10,2%	29,4%	23,1%
Transfert international	Couvert actuellement	0,9%	13,3%	20,0%	18,2%
	Demande potentielle	3,6%	10,2%	29,4%	23,1%
Assurance	Couvert actuellement	0	0	0	0
	Demande potentielle	1,5%	5,1%	5,9%	0,0%

Source : Enquête FPM octobre 2012

Plus de 90% des MPME ont déclaré avoir réalisé des investissements ces dernières années d'une valeur inférieure à 1 000 USD (55%) et généralement orientées vers l'acquisition foncière, le fonds de roulement ou l'extension. Presque toutes (98,2%) sont prêtes à réaliser d'autres investissements dans les deux prochaines années inférieurs à 1 000 USD (55,3%) dans le fonds de roulement (36,3%), l'expansion (32,7%) et l'équipement productif (13,6%).

53,3% des MPME (interrogées jugent que le manque de financement est la principale contrainte au développement de leurs activités. Il existe une réelle demande de crédit des MPME pour assurer le développement de leurs activités. Mais 88,8% des MPME déclarent n'avoir jamais tenté de solliciter un crédit. La principale raison est qu'elles ne savent pas où trouver les informations sur les structures octroyant le crédit (22,1%).

80% des MPME entreprises sont prêtes à consentir un crédit. 67,2% des MPME manifestent leur volonté d'accéder au crédit auprès d'une banque ou d'une IMF proposant des taux d'intérêt inférieurs à 10% par mois sur une période allant de 1 à 12 mois. Sur le total des besoins exprimés, 54% veut un crédit de 1 à 1 000 USD, 34 % souhaite des MPME un crédit de 1 001 à 10 000 USD et 10% sollicite des montants qui varient de 10 000 USD à 50 000 . Et moins de 1% sollicite des montants supérieurs à 50 000 USD.

On relève une forte demande pour des crédits d'un montant inférieur à 1 000 USD à Gemena (66,3%) et Bumba (61,3%). Aujourd'hui, ces deux cités n'ont aucun prestataire de services financiers formel, bien qu'il existe à Bumba une coopérative d'épargne et de crédit (FONSDEV) en attente d'agrément de la BCC.

92% des MPME interrogées possèdent des bâtiments, des terrains, des motos ou autres à mettre en garantie pour obtenir le crédit.

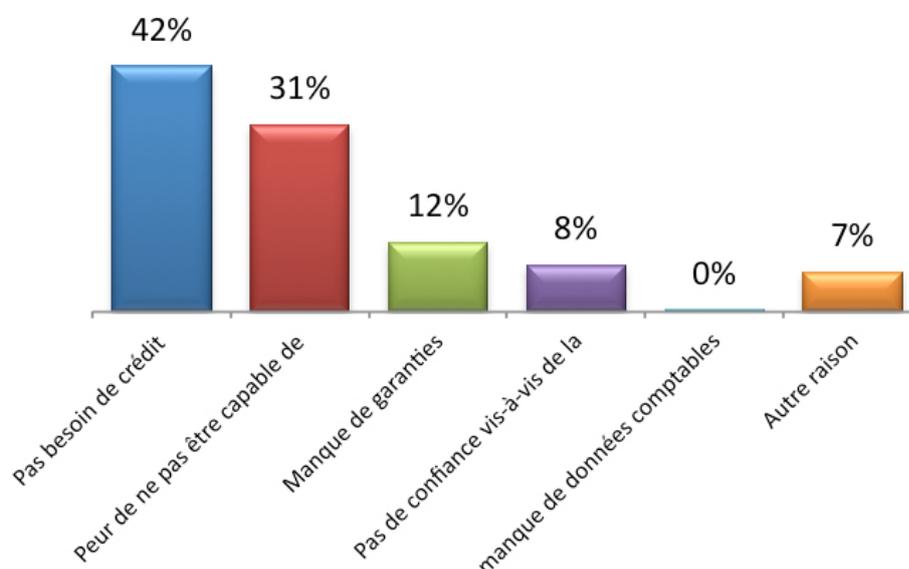
S'agissant des MPME qui ne veulent pas de crédit (32,8%), les principales raisons avancées sont l'absence de besoin (41,6%) et la crainte d'être insolvable (31,5%). certaines MPME semblent entretenir une certaine méfiance vis-à-vis du crédit. Avec un peu de sensibilisation de la part des institutions financières, la demande de crédit constatée peut être encore élargie à cette catégorie de MPME qui n'est pas encore convaincue de l'utilité du crédit.

TABLEAU 5: BESOIN DE CRÉDIT EXPRIMÉ PAR LES MPME MICRO ENTREPRISES PETITES ENTREPRISES

	MICRO ENTREPRISES	PETITES ENTREPRISES	MOYENNES ENTREPRISES	GRANDES ENTREPRISES	MOYENNE
Besoin exprimé de crédit immédiat par les MPME					
% des MPME intéressées	63,80%	83,80%	82,60%	82,40%	67,20%
Aucun intérêt	36,20%	16,20%	17,40%	17,60%	32,80%
Montant de crédit demandé en US\$					
1 - 1000	63,70%	22,60%	0,00%	0,00%	53,50%
1001 - 10 000	31,60%	49,50%	26,3	35,70%	34,40%
10 001 - 50 000	3,80%	23,70%	57,90%	64,30%	10,20%
50 001 - 100 000	0,70%	2,20%	0,00%	0,00%	0,90%
100 001 - 1 000 000	0,00%	2,20%	15,80%	0,00%	0,90%
Plus que 1 000 000	0,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%

Source : FPM, octobre 2012

GRAPHIQUE 5: RAISONS DE NON INTÉRÊT POUR LE CRÉDIT DANS LE FUTUR



**UNE OFFRE EN SERVICES FINANCIERS SE
RESUMANT PRINCIPALEMENT AU TRANSFERT
D'ARGENT**

L'offre formelle de services financiers est très faible dans la région. **En dehors de la ville de Mbandaka** qui abrite trois agences de banques commerciales, **il n'existe nulle part ailleurs dans la province des prestataires de services financiers agréés par la Banque Centrale du Congo.** Toutes les autres structures financières sont informelles, embryonnaires ou en voie de formalisation comme FONSDEV promue par l'INADES, une ONG d'appui-conseil en microfinance. **En tenant compte également de ces structures financières, il peut être répertorié 7 institutions financières dont 5 basées à Mbandaka, 1 à Gemena et 1 autre à Bumba.**

Pour l'ensemble des structures enquêtées, on dénombre **9 504 clients disposant d'un compte d'épargne dont 1 705 ont bénéficiés de crédits ; un encours moyen d'épargne de 220 USD et un encours moyen de crédit de 168 USD.** Ces indicateurs montrent une très faible pénétration du marché. A Mbandaka, les trois banques commerciales présentes sont de dépositaires des grandes entreprises, des ONG internationales et de l'administration qui y logent leur trésorerie. Elles octroient occasionnellement des crédits au personnel de ces structures. Très peu de MPME bénéficient de leurs services : quelques-unes y ont des comptes courants et d'épargne. Les produits sont restreints et peu adaptés aux besoins de ces différentes catégories de clients.

TABLEAU 6: NOMBRE D'INSTITUTION PAR VILLE ENQUÊTÉE

Villes	Institutions financières			Total
	Banques	Coopérative semi-structurée	Coopératives embryonnaires	
Mbandaka	3	-	2	5
Gemena	-	-	1	1
Bumba	-	1	-	1
Total	3	1	3	7

Source : FPM, octobre 2012

TABLEAU 7: DÉTAILS DE L'OFFRE DU SECTEUR

INDICATEURS ⁴	
Nombre d'institutions	7
Nombres de clients d'épargne	9 504
Encours épargne en USD	291 300
Nombre de clients de crédit	1 913
Encours de crédit en USD	321 059

Source : Structures enquêtées, octobre 2012

Les expériences embryonnaires de l'Eglise protestante et l'Eglise catholique sont très limitées et ne touchent que quelques fidèles. A Gemena l'expérience de l'ONGD « Lutte Contre la Pauvreté » (en sigle LCP) reste circonscrite, avec des conditions d'octroi prohibitives. Les crédits sont remboursés au bout d'1 mois avec un taux mensuel de 25%. **Seule FONSDEV à Bumba appuyée techniquement par INADES offre des services de microfinance encadrés et abordables.**

L'offre des banques commerciales comprend les produits classiques d'épargne, de crédit et de transfert d'argent⁶.

MATRICE DE LA CONCURRENCE

Les produits et services financiers dans cette partie du territoire ne sont pas diversifiés. L'offre de la seule institution de microfinance sous forme de coopérative d'épargne et de crédit se présente comme suit :

- Les produits d'épargne classiques, à savoir : les dépôts à vue et les dépôts à terme;
- Pour bénéficier de ces services, les membres payent des frais d'adhésion d'environ 5 USD et paient le livret d'épargne 5 USD en supplément ;
- Les dépôts à vue sont exonérés des frais de tenue de compte mais des frais de 2% sont prélevés sur chaque retrait. Le solde minimum du compte de dépôt à vue est de 0,5 USD et il n'est pas rémunéré;

- Pour le dépôt à terme (DAT), le montant minimum est de 50 USD et le montant maximum est de 1 000 USD. Il est rémunéré; au taux de 3% l'an. Sa durée minimale est de 4 mois. En cas de rupture anticipée du DAT avant le terme, les intérêts échus sont annulés et le membre est servi 20 jours après sa demande avec une pénalité de 5% ;
- Le montant du crédit individuel varie entre 50 et 250 USD, pour une période de remboursement de 1 à 9 mois avec un taux d'intérêt nominal constant de 6% par mois, des frais de dossiers et commissions s'élevant à 5 USD. La garantie financière est de 20% et est bloquée jusqu'à la fin du remboursement. Seul un garant « personne physique » est exigé;
- Des pénalités de retard sont prélevées à partir du 21ème jour de retard et sont fixées à 2% par semaine sur le montant dû;

Les trois banques commerciales présentes à Mbandaka offrent des services d'épargne et de crédit aux conditions suivantes :

- Pas de frais d'ouverture de compte épargne ou de compte courant. La présentation d'une pièce d'identité suffit. Les frais de tenue de compte de 5 USD par mois sont exigés pour le compte courant, mais pas pour le compte d'épargne;
- Le solde du compte d'épargne est rémunéré entre 2% et 5% l'an;

⁵Ces données sont collectées dans une agence bancaire et une coopérative, les deux autres agences bancaires n'ayant pas fournies les données pour être considérées.

⁶ Les détails dans l'annexe 4

- Le retrait sur compte d'épargne supporte des frais maximums de 0,5 USD;
- Le DAT est rémunéré à un taux d'intérêt pouvant atteindre 6%. Le montant minimum est de 500 USD et des pénalités de 1% sur les intérêts attendus sont appliquées s'il y a rupture avant terme;
- Seuls des crédits individuels sont octroyés pour des montants pouvant aller jusqu'à plus de 10 000 USD au taux d'intérêt de 18% l'an (négociable) et sont remboursables sur une durée maximale de 36 mois
- Les frais de dossiers s'élèvent à 100 USD et des garanties financières peuvent être demandées.
- Les pénalités de retard peuvent atteindre 100% des intérêts à payer.

Les agences des banques installées à Mbandaka se conforment aux politiques salariales de leurs sièges avec des salaires alignés sur ceux des agences de Kinshasa. Cependant, en tenant compte du niveau de vie dans la ville, la présence de ressources humaines possédant les connaissances de base en recherche d'emploi, ces salaires peuvent être revus entre 10% et 40% à la baisse dans le cadre d'une politique de régionalisation des salaires. Par contre, pour les autres formes de structures financières - IMF et coopératives d'épargne et de crédit -, il y a des écarts entre les salaires payés à Kinshasa et ceux payés en Equateur.

TABLEAU 8 : NIVEAU DES SALAIRES À L'ÉQUATEUR ET BENCHMARK DE LA VILLE DE KINSHASA

Postes - Niveau de salaires bruts	COOPÉRATIVES ET IMF		BANQUES	
	Equateur	Kinshasa	Equateur	Kinshasa
Gérant (IMF) /Chef d'agence banque	100 USD	400 à 800 USD	1300 USD	1250 à 1800 USD
Chargé des opérations (IMF)	nd	600 à 1000 USD	nd	nd
Agent de crédit junior	50 USD	350 à 500 USD	300 USD	375 à 625 USD
Agent de crédit sénior	80 USD	400 à 800 USD	500 USD	750 à 1250 USD
Caissiers	80 USD	300 à 550 USD	450 USD	400 à 700 USD
Agent de la clientèle/ commerciaux	50 USD	100 à 150 USD	300 USD	750 à 1000 USD

Source : Enquête FPM octobre 2012

ANALYSE DES ECARTS ET SCENARIO

La province de l'Equateur n'est pas desservie par les prestataires de services financiers. Cela est dû essentiellement à un niveau d'infrastructures socio-économiques très limité. A cause de l'absence d'énergie électrique, les banques actuellement installées à Mbandaka dépensent 2 000 à 3 000 USD par mois pour faire fonctionner leurs groupes électrogènes. Les matériaux de construction coûtent chers. Construire à Mbandaka coûte trois fois plus qu'à Kinshasa à cause du coût du fret. Seul le transport aérien garantit un acheminement sécurisé des matériaux et équipements, mais il coûte 3 USD le kilogramme sur la distance Mbandaka - Kinshasa.

SCÉNARIO D'INVESTISSEMENT D'UNE AGENCE DE TYPE BANCAIRE

Les hypothèses de base ayant permis d'estimer les coûts d'investissement d'une agence bancaire sont les suivantes :

1. L'offre bancaire se limite aux services de détail avec des produits classiques de base : les divers comptes et les services connexes ;
2. Chaque agence s'établit dans un espace maximum de 350 m² avec un nombre d'employés variant de 10 à 15 personnes ;
3. La structure des coûts des agences bancaires est la suivante :
 - a) dans un premier temps on suppo sela location des bureaux puis l'acquisition (en prévoyant la rénovation des bâtiments, le coût moyen de rénovation dans les trois villes dépend du niveau de confort souhaité mais reste élevé par rapport à Kinshasa où l'on doit s'approvisionner en matériaux nécessaires). Ce coût inclut l'essentiel des travaux de réhabilitation, voir l'annexe 2 ;
 - b) La sécurité est réalisée au moyen d'un équipement complet qui comprend tous les accessoires ;

- c) Le matériel et mobilier de bureau devront être achetés à Kinshasa (pas d'offre dans la province) ; le coût de transport varie entre 2,5 et 3 USD le Kilogramme par fret aérien. Le fret fluvial est déconseillé ;
- d) Le matériel marketing vient de Kinshasa ;
- e) Le coût de déploiement du SIG n'a pas été pris en compte.

SCÉNARIO D'INVESTISSEMENT D'UNE AGENCE TYPE MICROFINANCE

Les hypothèses de base pour estimer les coûts d'investissement d'une agence coopérative ou d'une IMF sont les suivantes :

1. Le scénario initial porte sur une coopérative primaire avec un bâtiment est de 300 m² (la démarche reste la même qu'avec celle des banques, démarrer en location)
2. L'agence compte 15 employés, dont un gérant, un chef d'agence également chargé des opérations et 4 agents de crédit;

ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES COÛTS D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT

POSTES	MBANDAKA	GEMENA	BUMBA
1. COÛT IMMOBILIER ET LOGEMENT			
Loyer (bail commercial)	250 à 1 000 USD/mois	200 à 1 000 USD/mois	100 à 1 000 USD/mois
Construction	Entre 600 et 1 100 USD / m ²		
Rénovation	400 à 500 USD / m ² (matériaux durables) 200 à 350 USD / m ² (qualité des matériaux intermédiaire)		
Hôtel / Guest house	50 à 200 USD / nuit.		
2. COÛT ACCÈS SÉCURITÉ			
Équipement	70 000 USD		
Personnel	300 à 350 USD / mois par agent de sécurité.		
3. COÛT D'ÉNERGIE ET EAU			
Électricité	10 à 100 USD / mois (SNEL) pour usage domestique 2 200 à 2 300 USD / mois (carburant) ⁶	2 200 à 2 300 USD / mois (carburant)	
Générateur	15 000 à 30 000 USD suivant la capacité		
Eau	30 à 100 USD / mois (REGIDESO) 150 FC / bidon de 25 L pour les ménages	150 FC / bidon de 25 litres pour les ménages	
4. COÛT COMMUNICATION ET TRANSPORT			
Téléphone	Suivant les tarifs des réseaux nationaux ⁷		
Internet			
Transport en commun	400 FC / course en taxi vélo 500 à 1 000 FC / course en taxi moto 7 USD à 15 USD / h en taxi voiture	400 FC / course en taxi vélo 500 à 1 000 FC / course en taxi moto	
Location véhicule	100 à 150 USD/jour pour le seul taxi-voiture de Mbandaka.		
Avion (aller simple) ⁸	Kinshasa – Mbandaka: 220 USD Mbandaka - Gemena: 160 USD	Mbandaka - Gemena: 160 USD Gemena - Bumba: 185 USD	Gemena - Bumba: 185 USD Bumba-Kinshasa: 445 USD.
Bus	Néant		
5. COÛT MATÉRIEL INFORMATIQUE ET DE BUREAU⁹			
Ordinateur complet	1 000 à 1 400 USD		
Imprimante	600 à 1 000 USD		
Photocopieuse	1 250 À 1 500 USD		
Serveur	2 000 À 2 500 USD		

⁷ 2,17 à 3,26 USD par litre d'essence et gasoil (taux=920 FC). Deux stations-services dont ENGEN dans la commune de Wangata et SEP CONGO à 1 heure de route avec taxi moto (dans le village Bolenge) fonctionnent par intermittence. Il n'y a pas de stations-services formelles à Gemena et à Bumba. Les prix fluctuent rapidement (difficultés de transport).

⁸ En dehors des shop officiels des opérateurs GSM, L'achat des cartes de recharge de 5 USD revient à 5 000 FC

⁹ En dehors des shop officiels des opérateurs GSM, L'achat des cartes de recharge de 5 USD revient à 5 000 FC

¹⁰ Prendre en compte un coût de fret de 3 USD / kg

ANNEXE 2 : COÛTS D'INSTALLATION D'UNE AGENCE BANCAIRE

POSTES DE COÛTS	UNITÉ	PRIX USD	MONTANT USD
Cout estimatif du projet			374 395,00
Cout estimatif global par m ²			1 069,70
1 Location de bureaux			1 000,00
1.1 Garantie	6	1 000,00	1 000,00
2 Travaux de rénovation			128 625,00
2.1 Travaux de rénovation au complet	350	350,00	122 500,00
2.2 Imprévus (5 %)	1	6 125,00	6 125,00
3 Formalité administrative pour la rénovation			2 870,00
3.1 Autorisation de bâtir / modifications urbanisme	1	1 150,00	1 150,00
3.2 Autorisation de l'ouverture			1 120,00
3.3 Permis de l'exploitation			600,00
4 Service de Sécurité			72 500,00
4.1 Systèmes intégrés de surveillance			70 000,00
4.2 Extincteurs			2 500,00
5 Equipement IT			40 800,00
5.1 Ordinateur complet	10	1 350,00	13 500,00
5.2 Matériels internet	1	15 000,00	15 000,00
5.3 Serveur	1	3 000,00	3 000,00
5.4 Imprimante	6	900,00	5 400,00
5.5 Scanner	3	300,00	900,00
5.6 Photocopieuse	2	1 500,00	3 000,00
6 Matériel et mobilier de bureau			24 700,00
6.1 Mobiliers bureau			9 700,00
6.2 Matériels bureau			15 000,00
7 Autres matériels : cuisine, roulant et groupe			83 000,00
7.1 Véhicule	1	32 000,00	32 000,00
7.2 Matériels cuisine		1 000,00	1 000,00
7.3 Groupe électrogène	2	25 000,00	50 000,00
8 Marketing			13 500,00
8.1 Logo affiche externe	1	10 000,00	10 000,00
8.2 Autres supports marketing			3 500,00
9 Hypothèses personnel	12	Salaires/mois¹⁰	7 400,00
9.1 Chef d'Agence	1	1 250,00	1 250,00
9.2 Analyste crédit	2	750,00	1 500,00
9.3 Agents de clientèle/commerciaux	3	700,00	2 100,00
9.4 Caissiers	4	500,00	2 000,00
9.5 Réception	1	300,00	300,00
9.6 Chauffeur	1	250,00	250,00

¹¹ Valeurs minimales de Benchmark de Kinshasa

ANNEXE 3 : COÛTS D'INSTALLATION D'UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE

POSTES DE COÛTS	UNITÉ	PRIX USD	MONTANT USD
Cout estimatif du projet	m ²	694,32	208 295,00
1 Location de bureaux			1 000,00
1.1 Garantie	6	800,00	4 800,00
2 Travaux de rénovation			86 625,00
2.1 Travaux de rénovation au complet	350	275,00	82 500,00
2.2 Imprévus (5 %)	1	4 125,00	4 125,00
3 Formalité administrative pour la rénovation			2 870,00
3.1 Autorisation de bâtir / modifications urbanisme	1	1 150,00	1 150,00
3.2 Autorisation de l'ouverture			1 120,00
3.3 Permis de l'exploitation			600,00
4 Service de sécurité			12 500,00
4.1 Systèmes intégrés de surveillance			10 000,00
4.2 Extincteurs			2 500,00
5 Equipement IT			36 600,00
5.1 Ordinateur complet	10	1 350,00	13 500,00
5.2 Matériels internet	1	15 000,00	15 000,00
5.3 Serveur	1	3 000,00	3 000,00
5.4 Imprimante	2	900,00	1 800,00
5.5 Scanner	1	300,00	300,00
5.6 Photocopieuse	2	1 500,00	3 000,00
6 Matériel et mobilier de bureau			8 800,00
6.1 Mobiliers bureau		7 700,00	7 700,00
6.2 Matériels bureau		1 100,00	1 100,00
7 Autres matériels : cuisine, roulant et groupe			46 000,00
7.1 Véhicule	1	20 000,00	20 000,00
7.2 Matériels cuisine		1 000,00	1 000,00
7.3 Groupe électrogène	1	25 000,00	25 000,00
8 Marketing			5 000,00
8.1 Logo affiche externe	1	3 500,00	3 500,00
8.2 Autres supports marketing			3 500,00
9 Hypothèses personnel			5 100,00
9.1 Gérant	1	800,00	800,00
9.2 Responsable opération/chef d'agence	1	600,00	600,00
9.3 Comptable	1	600,00	600,00
9.4 Informaticien	1	500,00	500,00
9.5 Agent de crédit	4	450,00	1 800,00
9.6 Agent de clientèle	2	400,00	800,00
9.7 Caissiers	3	350,00	1 050,00
9.8 Réception	1	250,00	250,00
9.9 Chauffeur	1	250,00	250,00

ANNEXE 4 : CONDITIONS ET TERMES ACTUELS DES PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Conditions d'accès aux produits	COOPEC	BANQUE
DEPOT A VUE		
Formalités administratives à l'ouverture des comptes	Pour avoir accès au crédit, être membre de l'ONGD : 2 500 à 5 000 FC achat de carte de membre pour une durée de 5 ans.	ND
Frais de tenue de compte	Aucun	ND
Solde minimum pour versement des intérêts	Aucun	ND
Frais liés au retrait	Aucun	ND
Frais des fournitures	Aucun	ND
Taux d'intérêt	Aucun	ND
DEPOT A TERME		
Formalités administratives à l'ouverture des comptes	Non	ND
Montant/Solde minimum pour versement des intérêts	Non	ND
Pénalité de retrait avant terme	Non	ND
Taux d'intérêt	Non	ND
Périodicité de calcul des intérêts	Non	ND
CREDIT INDIVIDUEL		
Montant minimum	20 USD	ND
Taux d'intérêt	25%/mois	ND
Mode de calcul de taux	Constant	ND
Durée de remboursement	6 mois maximum	ND
Mode remboursement	Mensuel	ND
Frais d'étude de dossier de crédit/commission	5 USD de commission	ND
Garantie financière	Fiche parcellaire pour un montant de plus de 100 000 FC.	ND
Sureté réelle	ND	ND
Monnaie	USD & FC	ND
Pénalité de retard	Aucune	ND
Différé	Non	ND
CREDIT SOLIDAIRE		
Taille minimale du groupe	Na	ND
Tranche de montant	Na	ND
Taux d'intérêt	Na	ND
Mode de calcul de taux	Na	ND
Durée de remboursement	Na	ND
Frais d'étude de dossier	Na	ND
Crédit/Commission	Na	ND



KFW





Villa n° 5, avenue Bamdoma - Q/GB, Commune
de Ngaliema- Kinshasa, RD Congo
www.fpm.cd



KFW



Frankfurt School of
Finance & Management
Bankakademie | HfB